



ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN

ÉTATS GÉNÉRAUX 2020-2021 DE L'ÉDUCATION PRIORITAIRE



Des états généraux pour l'avenir

La politique d'éducation prioritaire est actuellement menacée : pas de véritable politique éducative pour réduire les inégalités, réductions de moyens, prescriptions et injonctions descendantes, professionnalité des personnels malmenée et après celle des lycées, possible délabellisation des REP.

Dans ce contexte, élaborer des perspectives est une nécessité.

Prenons le temps de réfléchir et de construire collectivement des propositions pour une éducation prioritaire qui permette une démocratisation de l'école. Quels leviers actionner ? Quelles priorités ?

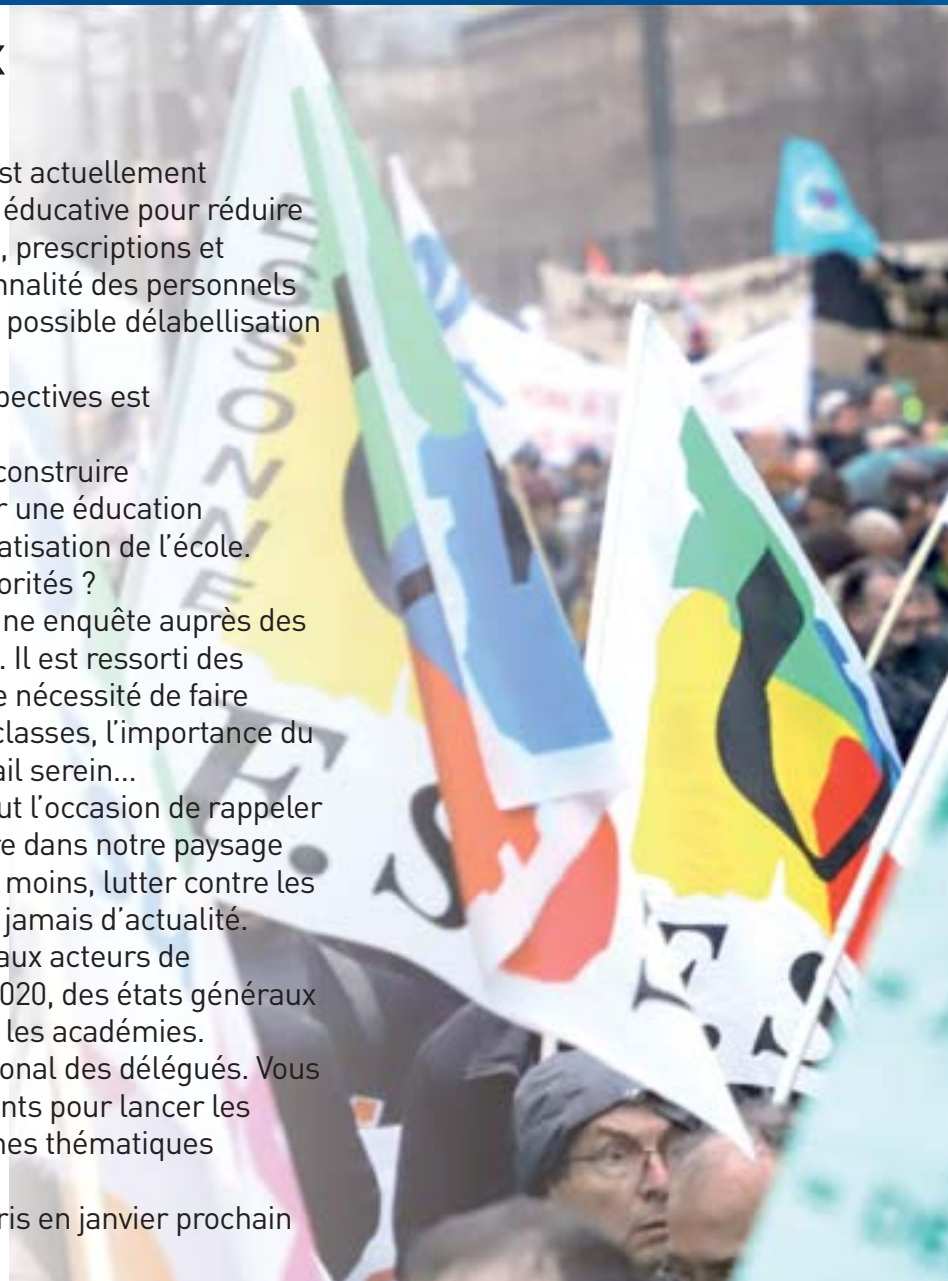
Au printemps 2019, la FSU a mené une enquête auprès des personnels de l'éducation prioritaire. Il est ressorti des presque 2 000 réponses l'impérieuse nécessité de faire baisser les effectifs dans toutes les classes, l'importance du travail en équipe, d'un cadre de travail serein...

À l'automne 2019, un colloque FSU fut l'occasion de rappeler l'importance de l'éducation prioritaire dans notre paysage éducatif : donner plus à ceux qui ont moins, lutter contre les déterminismes sociaux est plus que jamais d'actualité.

La FSU donne maintenant la parole aux acteurs de l'éducation prioritaire. À l'automne 2020, des états généraux dans les réseaux, les départements, les académies.

En janvier 2021, un rendez-vous national des délégués. Vous trouverez dans ces pages des éléments pour lancer les débats. Ils sont accompagnés de fiches thématiques donnant des éléments de situation.

Bon travail, et retrouvons-nous à Paris en janvier prochain pour la synthèse !



SOMMAIRE : p1 : Edito / p2 : Quel périmètre ? Quels moyens ? / p3 : Une école ambitieuse / p4 : Améliorer les conditions de travail



ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN



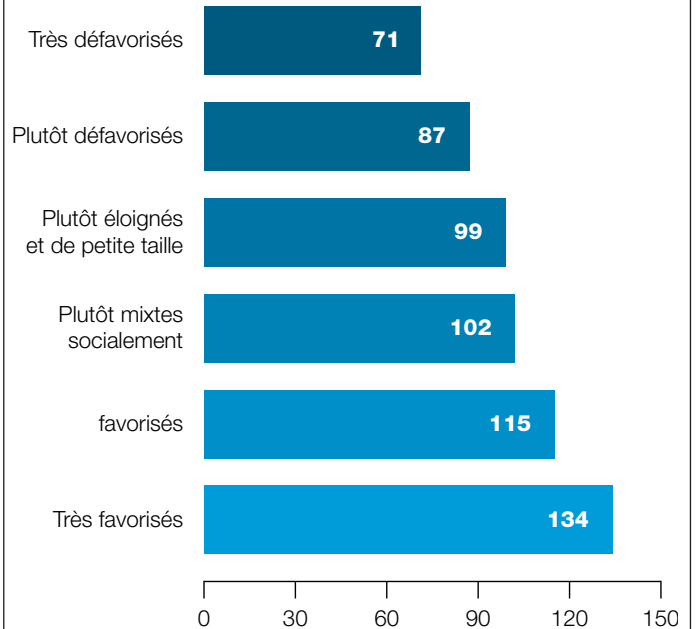
Quel périmètre ? Quels moyens ?

ÉTAT DES LIEUX

- ▶ Creusement des écarts entre REP et REP+ ;
- ▶ Des écoles et établissements relevant de l'éducation prioritaire qui ne sont pas labellisés (notamment des écoles orphelines) ;
- ▶ Quatre critères pour la labellisation : taux de boursiers, % PCS (profession et catégorie sociale) défavorisées, taux de retard à l'entrée en Sixième et % d'élèves en zone urbaine sensible ;
- ▶ Une enveloppe budgétaire fermée ;
- ▶ Pas de politique nationale de mixité sociale et scolaire ;
- ▶ Mise en place des cités éducatives ;
- ▶ Publication de rapports préconisant une politique nationale pour les REP+ et une gestion académique des REP (Azéma Mathiot, Cour des comptes, Lafon Roux) ;
- ▶ Lycées évincés de la carte depuis 2015 ;
- ▶ Pour la rentrée 2020, une baisse des moyens n'épargnant pas l'éducation prioritaire ;
- ▶ Dédoublage des classes dans le premier degré accompagné d'injonctions sur les pratiques et entraînant la suppression des PDMQDC et de postes dans le second degré.



Indice de position sociale des collèges publics et privés (d'après DEPP, NI 20.01, 2020)



L'indice des collèges ruraux (éloignés) est bien au-dessus de celui des collèges défavorisés.

TRANSFORMER L'ÉDUCATION PRIORITAIRE POUR MIEUX RÉPONDRE AUX BESOINS

La FSU propose :

- une labellisation unique (écoles, collèges, lycées),
- des critères économiques, sociaux et scolaires transparents et concertés incluant les écoles et établissements en zone rurale qui correspondent à ces critères,
- le rattachement de toutes les écoles orphelines,
- une carte scolaire favorisant la mixité sociale,
- une enveloppe budgétaire qui parte des besoins,
- une politique de service public ambitieuse (logement, emploi, santé, culture).

PROBLÉMATIQUES

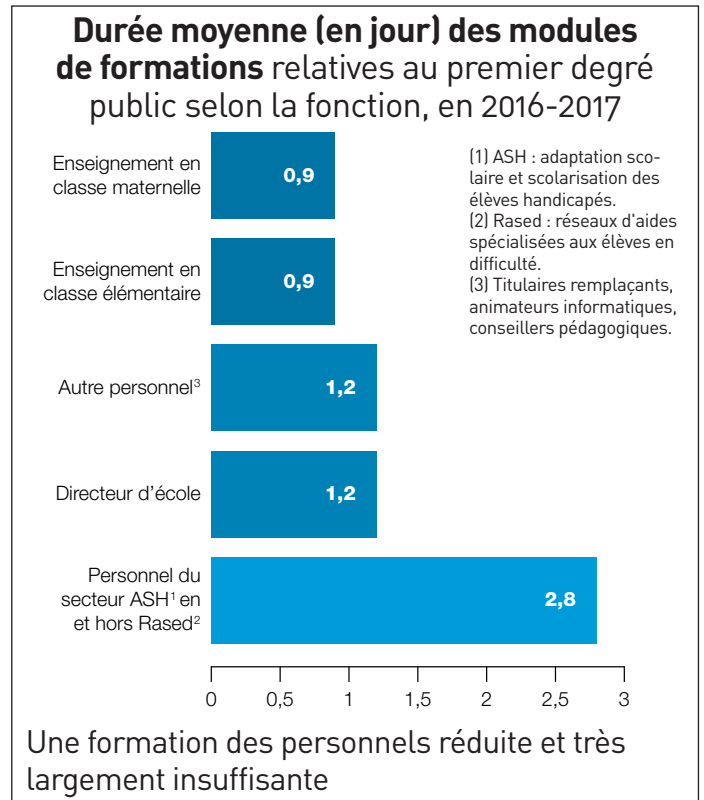
■ Comment articuler un nécessaire cadre national avec la prise en compte des particularités locales ?

■ Dans le cadre d'une labellisation nationale, l'attribution progressive de moyens peut-elle être un levier pour atténuer les effets de seuil ? À quelles conditions ? Comment garantir les mesures RH pour les personnels ?

Une école ambitieuse

ÉTAT DES LIEUX

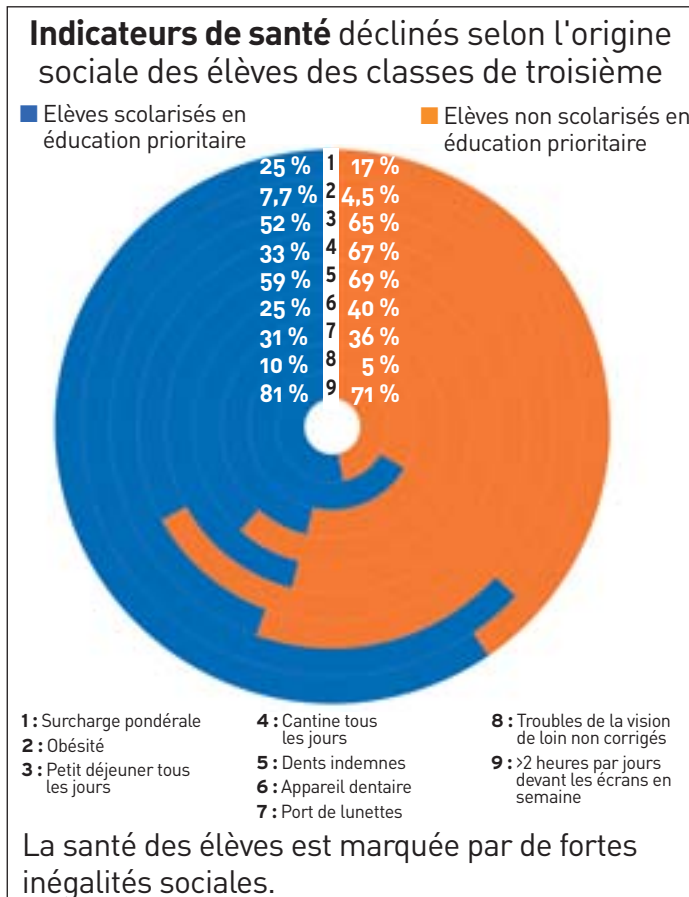
- Un écart des résultats scolaires en éducation prioritaire et hors EP ;
- Une corrélation entre origine sociale et difficulté scolaire ;
- Une santé des élèves moins bonne ;
- Un public d'élèves particuliers (allophone, migrant, socialement défavorisé...)
- Un écart culturel et une moindre connivence avec les codes de l'institution scolaire des élèves issus de familles socialement défavorisées, issues de l'immigration... ;
- Une formation initiale et continue qui ne prend pas en compte la particularité d'enseigner auprès d'élèves en éducation prioritaire ;
- A l'école : des RASED en nombre insuffisants ; des dédoublements CP CE1 imposés au détriment des plus de maîtres et des effectifs des autres classes ; des prescriptions ministérielles fondées sur le recentrage sur les fondamentaux, sur l'entraînement de compétences de bas niveau ;
- En collège : des effectifs lourds et en augmentation ; des fonds sociaux en baisse ; un climat scolaire dégradé.



TRANSFORMER L'EP POUR PERMETTRE LA DÉMOCRATISATION DU SYSTÈME SCOLAIRE

La FSU propose :

- une école ambitieuse et exigeante,
- une réduction des effectifs dans toutes les classes,
- des moyens pour la scolarisation des moins de trois ans et l'accès aux pratiques culturelles et sportives,
- une formation initiale et continue issue des besoins du terrain et alimentée par l'ensemble des travaux de la recherche ;
- les moyens d'un travail plus soutenu avec et auprès des familles.



PROBLÉMATIQUES

- Comment maintenir ambition et exigence pour permettre à toutes et tous l'accès à une culture commune ?
- Comment améliorer les conditions d'apprentissage des élèves ?

Améliorer les conditions de travail

ÉTAT DES LIEUX

- ▶ Des temps d'allègement de service uniquement en REP+ et de quotité moindre dans le premier degré ;
- ▶ Des équipes pluriprofessionnelles incomplètes (Psy-ÉN, infirmier-es, assistant-es de service social scolaires...);
- ▶ Un turn over important des personnels ;
- ▶ Un nombre important d'entrants dans le métier et de personnels contractuels ;
- ▶ Des primes différentes entre REP et REP+, et dont ne bénéficient pas tous les personnels (AESH, AED, CPC...);
- ▶ Dans les écoles, une dynamique pédagogique collective impulsée puis cassée avec la suppression des PDMQDC ;
- ▶ Une mise sous tutelle de l'agir enseignant dans le premier degré.

TRANSFORMER L'ÉDUCATION PRIORITAIRE POUR DE MEILLEURES CONDITIONS DE TRAVAIL

La FSU propose :

- du temps de concertations sur les temps de service plus important et pour tous les personnels,
- un pilotage qui renonce aux prescriptions et qui favorise le travail collectif,
- des titulaires formés aux enjeux de la réussite scolaire,
- une formation initiale et continue diversifiée, de qualité, répondant aux demandes du terrain, enrichie par l'ensemble des travaux de la recherche,
- une reconnaissance financière et en terme de carrière pour les conditions d'exercice particulière en éducation prioritaire à l'ensemble des personnels,
- des conditions de travail satisfaisantes pour lutter contre le turn over.

PROBLÉMATIQUE

- Comment reconnaître et améliorer les conditions de travail des personnels en EP ?
- Quel bilan de la pondération REP+ ?



© Bernard Lahire

Extrait de l'interview de B. Lahire
(FSC 462) *Professeur de sociologie à l'ENS de Lyon et membre de l'Institut universitaire de France.*

Les inégalités sociales de naissance influent-elles sur le parcours scolaire ?

De manière générale, les milieux familiaux sont inégalement proches de l'école. Même quand l'école traite de manière égale tous les enfants, elle doit faire avec des enfants qui sont socialement inégaux, des enfants qui, de par leur environnement familial, ne disposent pas tous ni du même capital scolaire, ni du même capital économique, et ont donc des conditions d'existence matérielles comme culturelles, très inégales. Tous ces éléments contribuent à l'échec scolaire. Un autre élément s'ajoute à ces difficultés : l'école n'est pas la même sur tout le territoire, surtout depuis ces quarante dernières années.

Le parcours scolaire des parents a-t-il un impact ?

Dans notre étude, nous avons observé des enfants dont les arrière-grands-parents avaient fait de longues études. Pour eux, le capital scolaire qui s'est installé depuis plusieurs générations permet une forme d'évidence dans leur rapport à l'école, les pratiques familiales étant en co-

hérence avec ce que l'institution demande. La façon de s'exprimer avec un vocabulaire adapté et varié, la lecture, la sortie au musée, les jeux pédagogiques, sont de petites choses qui, cumulées, créent un bain culturel permanent, «une culture scolaire qui se boit au biberon». Plus on monte dans la hiérarchie sociale, plus les parents pensent que l'école peut être un plaisir et pas une simple obligation.

Comment l'école peut-elle résorber cet écart ?

L'enjeu est démocratique. Soit on continue à vivre avec une devise républicaine qui prône l'égalité et on se donne les moyens d'en assurer l'application, soit on abandonne et on se dit que pour l'égalité c'est fichu. Penser que l'école peut résorber les inégalités, c'est laisser croire qu'elle a tous les leviers pour changer la donne. Or cela est faux. Le seul levier de l'école est pédagogique : développer des pratiques plus efficaces de transmission des codes scolaires et réduire drastiquement les effectifs... Elle ne peut rien au fait qu'un enfant n'ait pas bien dormi, ni bien mangé, que ses parents ne soient pas dotés en capital scolaire et n'aient pas de pratiques culturelles rentables scolairement. Les écarts se fabriquent avant l'école et parallèlement à celle-ci. Tant qu'il y aura des classes sociales, il y aura des échecs scolaires.